

ACTION URGENTE

AZERBAÏDJAN. DES JOURNALISTES FONT L'OBJET DE NOUVELLES CHARGES ET D'UNE PROLONGATION DE LEUR DETENTION

En amont de la COP29, les autorités de l'Azerbaïdjan ont retenu des charges supplémentaires contre six journalistes du média d'investigation Abzas Media et prolongé leur détention. Ces personnes sont détenues depuis plus de 10 mois. Deux d'entre elles auraient été soumises à des actes de torture et d'autres mauvais traitements et sont privées des soins médicaux dont elles ont besoin.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ilham Aliyev

Président de l'Azerbaïdjan
19 Istiqlaliyyat Street
Baku AZ1066, Azerbaïdjan
Courriel : office@pa.gov.az

Monsieur le Président,

Je vous écris pour exprimer ma préoccupation face aux poursuites infondées et à la détention arbitraire dont font l'objet plus d'une dizaine de journalistes à l'approche de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP29).

Le directeur d'Abzas Media, Ulvi Hasanli, son adjoint, Mahammad Kekalov, la rédactrice en chef, Sevinj Vagifgyzy, et les journalistes Nargiz Absalamova, Elnara Gasimova et Hafiz Babali ont été arrêtés arbitrairement entre novembre 2023 et janvier 2024, accusés de « complot en vue d'introduire illégalement de l'argent dans le pays ». En août 2024, le parquet a retenu de nouvelles accusations fallacieuses d'entreprise illégale, de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale contre eux, à un moment où ce média continuait de publier des articles critiquant les autorités. En septembre 2024, un tribunal de Bakou a prolongé leur détention. Ces personnes encourent maintenant huit à 12 ans d'emprisonnement. Ces accusations, qu'elles nient en bloc, ont été portées contre elles pour faire taire leurs critiques. Ulvi Hasanli a en outre indiqué avoir été menacé afin qu'il remette aux autorités la lettre qu'il a publiée en détention dans laquelle il a décrit la pratique généralisée de la torture et d'autres mauvais traitements qu'il a constatée sur les personnes détenues. Son avocat a déposé une plainte après qu'Ulvi Hasanli a reçu des coups de poing dans l'œil et sur la tête au cours de son arrestation, en novembre 2023. Selon ses proches, il a été frappé par des membres des forces de l'ordre devant Sevinj Vagifgyzy lorsqu'il a été conduit au tribunal en septembre. Hafiz Babali a besoin d'une intervention chirurgicale et de soins dont il ne peut pas bénéficier en prison.

Des journalistes arrêtés arbitrairement travaillant pour d'autres médias indépendants, tels que Toplum TV et Kanal 13, ont également vu leur détention prolongée récemment. Plusieurs d'entre eux ont des problèmes de santé et sont privés des soins médicaux dont ils ont besoin, ce qui pourrait constituer en soi un traitement cruel, inhumain ou dégradant.

Je vous appelle à prendre des mesures pour garantir la libération immédiate de tous les journalistes arrêtés en représailles de leurs propos critiques. Je vous demande également de diligenter des enquêtes efficaces sur toutes les allégations faisant état de traitements cruels, inhumains ou dégradants et d'accusations inventées, et de veiller à ce que toutes les personnes soupçonnées d'avoir perpétré, ordonné ou toléré ces violations des droits humains ainsi que d'autres soient traduites en justice dans le cadre de procès équitables. La répression des médias et des autres voix indépendantes en Azerbaïdjan doit cesser immédiatement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Abzas Media a notamment relayé des informations faisant état d'accords corrompus conclus par des entreprises ayant des relations avec des responsables gouvernementaux. Ce média a également publié des enquêtes sur des sujets environnementaux, tels que la pollution toxique et les risques sanitaires liés à la mine d'or de Gedabek, située près du village de Söyüdlü, dans le district de Gadabay (ouest du pays). Selon certaines sources, Abzas Media prévoyait une nouvelle enquête sur la pollution liée à la mine et d'autres violations des droits humains avant ces arrestations.

Les six membres de ce média d'investigation qui ont été arrêtés ne sont pas les seuls journalistes poursuivis et détenus pour de fausses accusations en représailles de leur travail. Le journaliste indépendant Imran Aliyev, accusé de coopération avec Abzas Media, a également été arrêté et se trouve actuellement en détention provisoire. En novembre et décembre 2023, un tribunal de Bakou a ordonné le placement en détention d'Aziz Orujov, directeur de Kanal 13, et de son présentateur Shamo Eminov, pour des accusations de trafic de subventions. Au moins trois autres journalistes traitant des sujets ayant trait à la corruption et aux droits humains en Azerbaïdjan ont été arrêtés sur la base d'accusations douteuses. Parmi eux figure Teymur Karimov, journaliste et directeur de la chaîne d'information en ligne Kanal-11. Le 6 mars 2024, des policiers ont fait irruption dans les locaux de la chaîne Toplum TV et arrêté plusieurs journalistes et militants, dont le fondateur de ce média indépendant, Alasgar Mammadli, le journaliste Mushfig Jabbar, Ruslan Izzatli, membre du conseil d'administration de la Troisième plateforme républicaine, Akif Gurbanov, fondateur de l'Institut des initiatives démocratiques (IDI), et deux membres de cette organisation, Ramil Babayev et Ali Zeynalov.

Le 24 juillet 2024, Ulvi Hasanli a indiqué avoir été menacé par l'administration après avoir publié une lettre depuis le centre de détention, dans laquelle il affirmait que « des prisonniers [étaient] crucifiés, frappés et suspendus à des barres dans les couloirs » et soumis à d'autres formes de torture et de mauvais traitements. Cette publication a eu lieu peu après que le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du Conseil de l'Europe a publié, le 3 juillet 2024, une déclaration publique exceptionnelle relative à l'Azerbaïdjan, dans laquelle il s'est déclaré « extrêmement préoccupé » par le recours à la torture et aux autres mauvais traitements par la police.

En 2022, l'Azerbaïdjan a adopté une nouvelle loi sur la presse imposant des obstacles arbitraires aux médias pour s'enregistrer et obtenir des financements. De nombreux médias critiques envers les autorités se sont vu refuser arbitrairement leur enregistrement. Des médias indépendants ont été contraints à cesser leurs activités. D'autres risquent des poursuites sur la base d'accusations fallacieuses s'ils acceptent un soutien financier, notamment des subventions provenant de l'étranger, pour pouvoir continuer leur travail.

Depuis qu'il a été annoncé que l'Azerbaïdjan allait accueillir la COP29, les autorités ont intensifié encore leur répression contre les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. Plusieurs détracteurs bien connus du gouvernement ont été incarcérés pour des motifs politiques ou contraints à l'exil. Cette situation fait écho de manière troublante aux précédentes répressions qu'a dénoncées Amnesty International lors d'autres grands événements internationaux organisés par l'Azerbaïdjan.

LANGUE À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Russe, anglais.
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 30 décembre 2024
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOMS, NOMS ET PRONOMS À UTILISER : Ulvi Hasanli (il), Sevinj Vagifgyzy (elle), Nargiz Absalamova (elle)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : [Azerbaijan: Release Arrested Journalists - Amnesty International](#)